

Les stratégies d'influence chinoises placent les îles du Pacifique en première ligne – une fois de plus



Cleo Paskal | 3 avril 2024



Cet article est une traduction de l'article « *Chinese Influence Strategies Are Putting the Pacific Islands on the Front Line—Again* » publié en janvier 2024 dans le « [2024 China Transparency Report](#) » de *The Heritage Foundation*.

Comprendre la stratégie de la Chine à l'égard des îles du Pacifique nécessite initialement de saisir la raison de l'importance de ces îles pour la République populaire de Chine (RPC). Cette importance découle de la même logique qui les rendait cruciales pour le Japon impérial : la géographie. Le contrôle des îles du Pacifique permet la maîtrise de la zone qui les entoure – englobant de vastes sections de l'océan Pacifique. Celles-ci agissent comme une zone tampon entre l'Asie et les Amériques, tout en servant de passage vers l'océan Indien et les pôles. Ce contrôle permet la liberté d'opérations, la capacité de projection de puissance et la possibilité de surveiller les activités des autres nations à proximité.

Les États-Unis ont également compris cela – une leçon apprise dans le sang pendant la Seconde Guerre mondiale – et c'est ce constat qui a incité Washington à établir des Accords de libre association avec les îles Marshall, les États fédérés de Micronésie et la République des Palaos (*Freely Associated States* – FAS). En exerçant un contrôle stratégique sur ce « corridor de liberté » formé par les trois États contigus des FAS, l'armée américaine peut se déployer largement sans entrave, de Hawaï à Guam et jusqu'aux îles des Mariannes du Nord, et peut rejoindre ses alliés, tels que les Philippines et le Japon, dans le Pacifique occidental. Ce corridor est-ouest soutient et rend possible une position défensive solide le long des première et deuxième chaînes d'îles.

D'autres îles du Pacifique érigent leurs propres barrières stratégiques ou corridors de projection. Les îles Salomon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, par exemple, s'inscrivent dans une chaîne d'îles au large des côtes australiennes et revêtent une

importance cruciale tant pour la liberté de mouvement que pour l'interdiction d'accès à l'Australie, sans oublier les lignes de communication et d'approvisionnement vers les États-Unis.

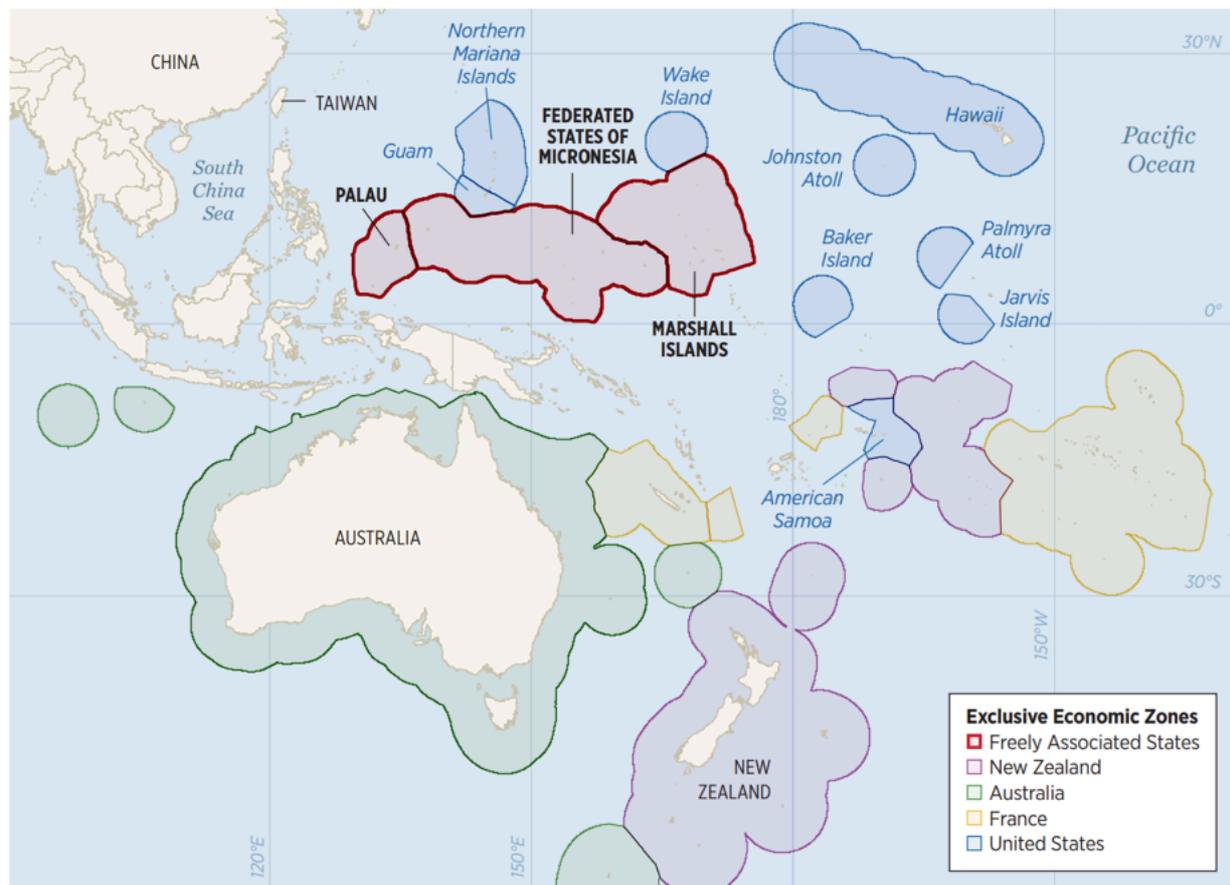
Cette réalité géographique simple et évidente semble avoir été oubliée après la Guerre froide, alors que les États-Unis ont considérablement diminué leur présence dans la région, fermé des ambassades, déplacé leur attention vers d'autres priorités et largement délégué la gestion stratégique de la région à d'autres acteurs, dont l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cette situation a créé une large brèche que la Chine, qui n'a pas oublié comment la géographie façonne l'histoire, n'a pas tardé à exploiter.

Une construction lente

À mesure que l'influence des États-Unis dans les îles du Pacifique s'est affaiblie dans certaines parties de la région – comme illustré par l'absence du Premier ministre des îles Salomon au Sommet des États-Unis et du Forum des îles du Pacifique de septembre 2023 – la Chine semble avoir « frappé à toutes les portes » à la recherche d'opportunités pour étendre son influence.

MAP 1

EEZs of Compact of Free Association States, South and Central Pacific States



SOURCE: French Ministry for the Armed Forces, *France's Defence Strategy in the Indo-Pacific*, 2019, https://apcss.org/wp-content/uploads/2020/02/France-Defence_Strategy_in_the_Indo-Pacific_2019.pdf (accessed July 14, 2023), and Heritage Foundation research.

Certaines de ces opportunités ont émergé en raison d'erreurs commises par d'autres puissances régionales. À cet égard, lorsque l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont cherché à isoler et à exercer des pressions sur les Fidji après le coup d'État de 2006, les Fidji ont adopté une politique de « regard vers le nord » et ont cherché à élargir leur coopération avec [la Chine](#). En 2012, Canberra et Wellington ont dû réajuster leurs politiques, mais à ce stade, la Chine avait déjà consolidé une emprise significative sur le pays : en 2017, par exemple, des dizaines de policiers chinois sont arrivés aux Fidji pour rapatrier en Chine 77 prisonniers chinois menottés, sans même tenir une [audience](#) d'extradition. De manière similaire, lorsqu'aux Tonga, des manifestants « pro-démocratie » favorisés par la Nouvelle-Zélande ont provoqué des émeutes et incendié des quartiers de la capitale, c'est la Chine qui est intervenue en offrant des prêts pour la [reconstruction](#).

Parallèlement, ces dernières années ont été marquées par une augmentation substantielle du nombre de citoyens chinois s'établissant dans de nombreux pays insulaires du [Pacifique](#) (PIC). La population d'origine chinoise des îles du Pacifique tend à se répartir en cinq grandes catégories : les citoyens générationnels bien intégrés (comprenant de nombreux citoyens

intermariés) ; les représentants officiels de la RPC (dont les entreprises d'État) ; les grands investisseurs ; les exploitants de petites entreprises et les commerçants ; et la main-d'œuvre temporaire qui accompagne les investissements et les projets chinois.

- Les représentants officiels de la RPC font souvent preuve d'une grande expertise dans la région, y compris en parlant les langues locales.
- Certains des principaux investisseurs opérant dans la région ont des liens avec plusieurs PIC et développent des relations à long terme avec des dirigeants locaux clés.
- Ceux qui dirigent de petites entreprises peuvent, au besoin, agir en tant qu'agents de liaison officiels de la RPC auprès des communautés locales et en tant que sources de renseignements sur la situation sur le terrain.

Les citoyens chinois sont tenus de soutenir l'État chinois conformément à la Loi chinoise sur le renseignement national de 2017, qui énonce que :

« Toutes les organisations et tous les citoyens doivent soutenir, assister et coopérer aux efforts des services de renseignement nationaux conformément à la loi, et protéger les secrets des services de renseignement nationaux dont ils ont connaissance. L'État protège les personnes et les organisations qui soutiennent, aident et coopèrent aux efforts des services de renseignement [nationaux](#). »

Utiliser la diaspora chinoise (que celle-ci soit volontaire ou non) pour renforcer son influence est un élément clé de la stratégie de Pékin depuis des décennies.

Comme le note Jian Yang dans son livre de 2011, [The Pacific Islands in China's Grand Strategy](#) :

« Pékin s'est lié d'amitié avec les Chinois d'outre-mer tout en les encourageant à s'intégrer aux communautés locales et à acquérir la citoyenneté de leurs pays d'adoption. La nouvelle politique de Pékin exhorte désormais les Chinois d'outre-mer à « servir le pays depuis l'étranger » (*weiguo fuwu*), plutôt que de les enjoindre à « revenir et servir le pays » (*huiguo fuwu*).

Yang ajoute :

« Depuis 1978, Pékin a formulé quatre attentes principales à l'égard des Chinois d'outre-mer. Ils sont appelés à jouer un rôle actif dans la modernisation de la Chine, à soutenir activement la réunification de la nation chinoise, à diffuser activement la civilisation chinoise, et à promouvoir activement l'amitié entre la Chine et les peuples du monde entier. Ces aspects sont étroitement liés à la grande stratégie de la Chine, et les Chinois d'outre-mer se sont révélés particulièrement importants dans les deux premiers [domaines](#) ».

Les responsables chinois dans les PIC surveillent étroitement la diaspora et, comme [ailleurs](#), la coercition peut être employée pour tenter de faire respecter la loi. Lorsque le Secrétaire général chinois Xi Jinping s'est rendu aux îles Fidji en 2014, la Chine avait déjà considérablement avancé dans la construction de réseaux à travers la région, comme en témoigne l'annonce par Xi d'un « partenariat stratégique » avec huit PIC au cours de ce [voyage](#). Bien que la signification de cette annonce demeurât vague, l'intention ne l'était pas, et Pékin n'a fait que développer ces ambitions au cours des années suivantes.

« Vision commune du développement » entre la Chine et les Pays insulaires du Pacifique

En mai et juin 2022, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi et sa délégation ont été exemptés des restrictions liées à la COVID-19 afin de visiter huit PIC, visite au cours de laquelle deux accords élaborés par la Chine ont été diffusés, offrant ainsi un aperçu des ambitions de Pékin pour la [région](#).

Wang a proposé une « Vision commune du développement Chine – Pays insulaires du Pacifique », étayée par un « Plan d'action quinquennal de développement commun Chine – Pays insulaires du Pacifique ». Cette « vision » comprenait :

- La coopération en matière de maintien de l'ordre, intégrant « une formation immédiate et de haut niveau de la police » ;
- « La coopération en matière de gouvernance des réseaux et de cybersécurité », incluant un « avenir commun dans le cyberspace » ;
- La « possibilité d'établir une Zone de libre-échange Chine – PIC » ;
- Le renforcement de la « coopération en matière de douanes, d'inspections et de quarantaine » ;
- La création d'un « environnement politique plus favorable à la coopération entre les entreprises » ;
- La création d'Instituts Confucius ;

- La formation de jeunes diplomates ;
- Et l'établissement d'un Mécanisme de coopération Chine – PIC en matière de gestion des catastrophes, incluant une Réserve de fournitures d'urgence Chine – [PIC](#).

Le « plan d'action » englobait les initiatives suivantes :

- « Un envoyé spécial du gouvernement chinois pour les affaires des pays insulaires du Pacifique » (qui a depuis été officiellement nommé) ;
- Un « Dialogue ministériel Chine – PIC sur les capacités en matière de maintien de l'ordre et la coopération policière » (qui s'est également tenu) ;
- « Une assistance dans la construction de laboratoires utilisés pour les tests d'empreintes digitales, les autopsies médico-légales, les drogues, la cybercriminalité et la criminalité numérique » ;
- « Encourager et soutenir les compagnies aériennes pour exploiter des liaisons aériennes entre la Chine et les pays insulaires du Pacifique » ;
- « L'envoi de 200 membres du personnel médical » au cours des cinq prochaines années ;
- Et parrainer « 2500 bourses gouvernementales » de 2022 à [2025](#).

Après avoir examiné les propositions, le président des États fédérés de Micronésie de l'époque, David Panuelo, [a écrit](#) à d'autres dirigeants des îles du Pacifique, déclarant que les plans représentaient « l'accord proposé aux îles du Pacifique le plus révolutionnaire de notre vivant ». L'intention de la Chine, a-t-il écrit, est de :

« Rapprocher étroitement de l'orbite de Pékin ceux d'entre nous qui entretiennent des relations diplomatiques avec la Chine, liant intrinsèquement l'ensemble de nos économies et de nos sociétés à la leur. Cependant, l'impact pratique du contrôle chinois sur notre espace sécuritaire, outre les répercussions sur notre souveraineté, est qu'il accroît les risques d'un conflit entre la Chine et des acteurs comme l'Australie, le Japon, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, le jour où Pékin décidera d'envahir Taïwan. Pour être clair, c'est l'objectif à long terme de la Chine : s'emparer de Taïwan. Pacifiquement, si possible ; par la guerre s'il le faut. »

Les propositions de la RPC n'ont généralement pas fait l'objet de débats public, malgré le caractère démocratique des PIC. Panuelo a accusé Pékin de mener une guerre politique par le biais d'activités en zone [grise](#). Il semble que l'objectif de la Chine ait été de faire évoluer les relations avec les PIC, passant d'une relation de bonne volonté envers la RPC à une relation de soutien, puis de dépendance, et, en fin de compte, de saper la démocratie et de mettre en place des régimes complaisants.

Généralement, la RPC adopte une approche intriquée dans laquelle un projet est présenté comme ayant un avantage commercial, tandis que la Chine en retire un avantage stratégique. Souvent, ces initiatives sont soutenues par des activités criminelles et de la corruption. Par exemple, un port exploité et construit par la RPC peut être initialement proposé pour stimuler le développement économique d'un pays (aspect commercial). Cependant, il se trouve que le port a des [spécificités](#) qui [conviennent](#) à la marine de l'Armée populaire de libération (APL) de la Chine (aspect stratégique). Et le contrat est remporté grâce à des pots-de-vin, facilitant ainsi des activités illicites, lesquelles génèrent ensuite davantage d'argent pour corrompre des responsables élus dans le [pays cible](#).

Au fil du temps, les institutions de l'État s'affaiblissent et, dans les cas les plus avancés de cette forme de « guerre entropique », la corruption et le chaos sapent l'État de droit et la stabilité, entraînant la fragmentation de la société. Cela légitime un renforcement de l'autoritarisme et ouvre la porte à un soutien accru en matière de « sécurité » de la part de la Chine, comme cela a été observé aux îles Salomon depuis 2019.

L'étude de cas des îles Salomon

Cette stratégie a été appliquée dans les îles Salomon. Le Premier ministre des îles Salomon, Manasseh Sogavare, a transféré la reconnaissance diplomatique de son pays de Taïwan vers la Chine en 2019. Depuis lors, Sogavare a utilisé des fonds chinois pour corrompre 39 des 50 membres du [Parlement](#), la plupart ayant ensuite voté en faveur de l'amendement de la Constitution et du report des élections.

Des mesures répressives ont également été mises en place à l'encontre des médias et de l'opposition politique, notamment la destitution d'un membre élu d'une assemblée provinciale pour ne pas avoir reconnu la définition chinoise de la politique d'une seule [Chine](#). En outre, le gouvernement des îles Salomon a conclu un accord de sécurité avec la Chine qui, selon la version de ce texte qui a fuité, donnerait à Sogavare la possibilité d'inviter l'APL pour aider à réprimer les troubles sociaux et assurer la protection des citoyens chinois ainsi que [des grands projets](#).

Il a suffi de moins de quatre ans à la Chine pour établir un état de dépendance parmi les dirigeants des îles Salomon. Lorsque le Premier ministre Sogavare s'est rendu en Chine en juillet 2023, il a déclaré : « Je suis de retour [chez moi](#). » Actuellement, il y a de sérieuses inquiétudes quant à la possibilité de violences dans le pays, ce qui offrirait à Sogavare une justification pour reporter une fois de plus les élections, qu'il est susceptible de perdre, et inviter l'APL à aider à « calmer » la situation.

L'effondrement des économies et des pays à l'intérieur des pays

De nombreux exemples illustrent les opérations d'influence et la coercition économique manifeste de la RPC dans les îles du Pacifique. Deux exemples, provenant de pays qui reconnaissent Taïwan et qui entretiennent des relations de défense étroites avec les États-Unis par le biais des Accords de libre-association, fournissent un aperçu des perturbations que ces opérations peuvent causer.

Palaos. Aux Palaos, où l'armée américaine construit une [installation](#) radar stratégiquement importante, d'importantes opérations d'influence (incluant des activités de la criminalité organisée [chinoise](#)) ont facilité la croissance d'un secteur touristique étroitement lié à la RPC. Ensuite, la RPC a délibérément et sévèrement restreint le tourisme chinois afin d'exercer une pression économique sur les Palaos pour les inciter à cesser de reconnaître [Taïwan](#). Malgré un électorat national favorable à la RPC aux Palaos, le président palaosien a résisté à la pression.

Bien que la pression persiste, des élections auront lieu en novembre 2024. À l'été 2023, des « investisseurs » chinois ont également été fréquemment repérés à proximité du site de construction de la principale installation radar américaine, certains essayant de convaincre les habitants qu'ils bénéficieraient davantage d'un casino géré par la Chine que d'une installation militaire qui fait d'eux une [cible](#). Et finalement, en novembre 2023, le Sénat des Palaos a adopté une résolution s'opposant au déploiement permanent des batteries de défense antimissile Patriot des [États-Unis](#).

Îles Marshall. Dans un autre cas, deux ressortissants chinois ont obtenu la citoyenneté des îles Marshall et, par la corruption de hauts fonctionnaires marshallais, ont tenté d'établir une zone semi-autonome à l'intérieur du [pays](#) sur le [modèle](#) de Hong Kong et de la Chine. Cela impliquait notamment d'emmener des Marshallais à Hong [Kong](#). Les îles Marshall abritent le site d'essais balistiques Ronald Reagan, d'une importance stratégique, situé sur l'[atoll de Kwajalein](#). L'un des bailleurs de fonds du projet était un ancien président des îles Marshall. Bien que la tentative ait échoué de justesse, les deux personnes en question sont aujourd'hui de retour dans les îles Marshall, où ils ont été expulsés par les États-Unis après avoir purgé leur peine pour corruption.

Conclusion et recommandations : Bloquer et construire

Dans de nombreux cas, la RPC trouve un point d'entrée dans les PIC en exploitant le désespoir résultant de nombreuses années de négligence (au mieux) de la part de l'Occident, exacerbé par les difficultés économiques engendrées par la pandémie de COVID-19. Pékin cherche à obtenir, par des moyens politiques et économiques plus subtils, ce que le Japon impérial n'a pas réussi à obtenir par des opérations militaires cinétiques. De nombreux dirigeants locaux le savent et tentent de riposter, mais ils ont besoin de soutien. Plus ils se battent longtemps seuls, plus leurs institutions étatiques s'affaibliront, rendant la lutte plus difficile.

Un élément crucial pour contrer les opérations d'influence chinoises consiste à prendre des mesures contre la criminalité et la corruption qui s'accroissent parallèlement à l'expansion de la Chine dans les PIC. Une grande partie de l'argent de la corruption transite par les systèmes occidentaux et, en général, les individus corrompus souhaitent dépenser cet argent en Occident. Suivre, révéler et poursuivre en justice de telles pratiques n'est pas difficile. Quelques affaires de haut niveau, associées à un soutien en faveur d'un pouvoir judiciaire indépendant et d'une presse libre, peuvent rapidement et efficacement modifier l'analyse coûts-avantages liée au fait d'accepter l'argent chinois.

Cependant, se contenter de bloquer les activités malveillantes chinoises n'est pas suffisant. Il est également nécessaire de construire des économies plus résilientes dans la région. Par exemple, dans des endroits comme les îles Salomon où les soins de santé sont en état de délabrement, la participation de partenaires du groupe Quad (Australie, Inde, Japon, États-Unis) pourrait produire de meilleurs résultats, en tirant parti de l'expérience du Japon en matière de construction d'infrastructures dans les PIC et de l'expérience de l'Inde en matière de soins de santé efficaces et peu coûteux.

Cela dit, bien qu'il soit important de travailler avec des partenaires, externaliser complètement la politique américaine et l'engagement dans les PIC à des partenaires régionaux n'est pas une [stratégie viable](#). Aussi étroites que soient leurs relations, les alliés des États-Unis peuvent avoir des priorités et des évaluations des risques différentes de celles des États-Unis.

Les États-Unis bénéficieraient d'une présence complète et permanente qui permettrait d'établir des liens bilatéraux solides, y compris des moyens pour les PIC d'interagir directement avec les États-Unis, favorisant les flux d'informations, la confiance et les opportunités économiques. Par exemple, les États-Unis ont enfin rouvert leur ambassade aux îles Salomon, mais ils ne fournissent toujours pas de services consulaires, ce qui signifie que ceux qui demandent un visa pour les États-Unis doivent payer pour se rendre en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour faire leur demande. Cela signifie qu'un chirurgien de l'hôpital principal des îles Salomon peut se voir offrir une bourse d'études tous frais payés aux États-Unis, mais qu'il ne peut pas se permettre le vol et les dépenses associées pour demander un visa, et que la possibilité d'établir des relations interpersonnelles clés est perdue. Ce médecin ne rencontrerait pas le même problème s'il voulait se former en Chine ou à Cuba.

La nouvelle ambassade des États-Unis aux Tonga ne propose pas non plus de services consulaires. Si les États-Unis ne facilitent pas les contacts interpersonnels qui peuvent contribuer à construire des économies et des sociétés résilientes dans les PIC (et renforcer les liens avec les États-Unis), leurs citoyens considéreront à juste titre que les États-Unis ne sont pas sérieux dans leur volonté d'offrir une véritable alternative à la RPC.

La Chine a clairement indiqué ce qu'elle voulait dans les îles du Pacifique : le contrôle. Comme cela a été prouvé par le manière dont les [garde-côtes locaux](#) et [d'autres](#) ont travaillé avec les alliés pour défendre et libérer les PIC pendant la Seconde Guerre mondiale, personne ne se battra davantage pour la liberté des PIC que les insulaires du Pacifique eux-mêmes. Mais ils ont besoin, de la part de leurs alliés, y compris des États-Unis, d'outils efficaces de blocage et de construction pour être en mesure de le faire. Plus les États-Unis attendent, plus cela deviendra difficile : Pékin mise là-dessus.

Crédits photo : [VanderWolf-Images](#)



Cleo Paskal

Cleo Paskal est *Senior Fellow* non-résidente pour l'Indopacifique à la *Foundation for Defense of Democracies* (Washington, D.C.). Elle est collaboratrice pour le Réseau d'Analyse Stratégique et également Senior Fellow au sein de Conference of Defence Associations Institute. Cleo Paskal a contribué à plusieurs plateformes médiatiques et est largement publiée dans la presse et la communauté académique. Elle a notamment publié le livre primé *Global Warring : How Environmental, Economic, and Political Crises Will Redraw the World Map* et le best-seller *Spielball Erde*.

Comment citer cette publication

Cleo Paskal, « Les stratégies d'influence chinoises placent les îles du Pacifique en première ligne – une fois de plus », *Le Rubicon*, 3 avril 2024
[<https://lerubicon.org/les-strategies-dinfluence-chinoises-placent-les-iles-du-pacifique-en-premiere-ligne-une-fois-de-plus/>].